

APPEL A CONTRIBUTION

« Minorités en Europe : droits et dynamiques socio-politiques »

La revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, publiée par l'Association des Amis de La contemporaine (ex-BDIC), lance un appel à contribution sur le thème « Minorités en Europe : droits et dynamiques socio-politiques ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* est une revue papier dont la version numérique est diffusée en ligne par [Cairn](#).

Les droits des minorités s'inscrivent dans des textes produits à toutes les échelles et de tous types, des conventions internationales (Conventions de Genève) aux revendications et actions des acteurs (institutionnels comme les organisations internationales, dont le HCR ou l'OIT), ou non-gouvernementaux (ONG, mouvements informels...). Ils relèvent aussi de législations, de jurisprudences et de rhétoriques européennes (Conseil de l'Europe, CEDH, Charte des langues régionales ou minoritaires, Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, entre autres) et nationales (OFPRA en France, notamment).

Les revendications et la codification des droits évoluent également selon des temporalités internes, régionales et/ou internationales.

Les textes et les mouvements qui les portent visent à la protection de(s) droits individuels et collectifs de groupes considérés comme socialement vulnérables, « minoritaires » ou non (sur des bases « ethniques » ou religieuses, culturelles ou linguistiques, de sexe ou de genre, de handicaps).

En adoptant une approche par les droits, les structures et les pratiques, le dossier de ce numéro à venir de *Matériaux pour l'histoire de notre temps* vise à approcher et à approfondir :

- les critères des identifications : qu'est-ce qui définit un groupe comme « minoritaire » ? Comment ces différentes identifications sont (ré)appropriées socialement par des acteurs ?
- les liens entre droits de l'Homme et droits des peuples : le droit à l'autodétermination permet-il une jouissance effective des droits de l'Homme ?
- les différents impacts de ces droits des minorités : quelles applications ont été faites au lendemain de la Première Guerre mondiale ? Au regard de l'universalisme porté par la DUDH et par des ONG, avant comme après 1945, y a-t-il contradiction entre les/la reconnaissance/s de ces droits et le principe d'égalité ? Pourquoi observe-t-on une éclipse de la question des minorités après 1945, puis une réémergence après 1989 (Déclaration de l'Assemblée générale des Nations unies des droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques) ? Quels en sont les effets sur l'éventuel État-nation et son affirmation, d'une part, et la citoyenneté, d'autre part ?
- les conditions et les cadres des circulations internationales des modes de reconnaissance des minorités : quelles sont les adaptations ou les transpositions des normes internationales dans des politiques étatiques ou régionales ?
- les types de sociétés civiles en action : organiques ou spontanées, conjoncturelles ou sur la longue durée ?

- les ressorts et les modalités des mobilisations investies : quelle est la sociologie des acteurs engagés dans la reconnaissance des droits de minorités ? Quels sont les répertoires de leurs actions (collectives) ? Quelles en sont les limites ?
- l'analyse des mémoires au regard de la (non) reconnaissance des droits des minorités : quelles sont les formes de patrimonialisation des expressions – historiques, sociales, politiques, artistiques – pour la reconnaissance des minorités et leurs droits, singulièrement dans l'espace public ? Existe-t-il des pratiques de mémorialisation de ces expressions ? Comment s'articulent-elles au champ politique ?

L'objectif du dossier est d'approfondir la compréhension des dynamiques de la reconnaissance (ou pas) et de la construction du/des droit/s des minorités à l'échelle européenne et dans une perspective historique.

ATTENDUS :

Les contributions devront porter sur la construction des catégories normatives dans le domaine législatif ou statistique (notamment la construction des catégories dans le cadre du recensement national), sur les pratiques sociales, sur leurs circulations dans l'espace social, institutionnel et politique. Le cadre spatial envisagé est l'Europe, sans horizon géographique fixé.

Les propositions d'articles, sans restriction disciplinaire (histoire, sociologie, sciences politiques, etc.) ni géographique (toutes langues représentées dans les fonds de LC), doivent correspondre à des contributions nouvelles et avoir un lien avec les collections de La contemporaine au sens large (archives, imprimés, fonds photographiques, presse, fonds d'affiches). A titre d'exemple, La contemporaine accueille les fonds de la Ligue des droits de l'Homme, de la Cimade, de l'association Mémoire Vive / Memoria Viva, les archives de Daniel Guérin.

CALENDRIER ET CONSIGNES

Les propositions résumées en 2500 signes, espaces compris, ainsi qu'une brève biobibliographie sont à envoyer aux coordinateurs du dossier, Emmanuel Naquet (emmanuel.naquet@gmail.com) et Ewa Tartakowsky (etartakowsky@yahoo.fr), pour le 15 septembre 2019.

Les propositions retenues donneront lieu à des articles de 25 000 signes, espaces compris. Ces derniers devront être envoyés pour le 30 janvier 2020.

Franck Veyron (franck.veyron@lacontemporaine.fr) et Anne Joly (anne.joly@lacontemporaine.fr) pourront renseigner les auteurs.